

### D 1180 NICARAGUA: "IRANGATE", CONTADORA ET PAIX REGIONALE

Baptisé "Contragate" au Nicaragua, par allusion aux fonds secrets alloués à l'opposition nicaraguayenne armée de l'Unité nicaraguayenne d'opposition (UNO) opérant à partir du Honduras et du Costa Rica, l'"Irangate" constitue pour les Etats-Unis un handicap sérieux dans leur stratégie d'affaiblissement et de renversement du régime en place à Managua. L'analyse ci-dessous, tirée de la revue nicaraguayenne "Envío" de l'Institut historique centro-américain, dans son numéro de février 1987, procède à un examen de tous les fils qui s'enchevêtrent en Amérique centrale. En se faisant l'écho du point de vue nicaraguayen, cette étude n'en est pas moins fort intéressante sur les rapports de forces politiques tant régionaux qu'internationaux. Deux stratégies s'affrontent: la latino-américaine du Groupe de Contadora et du Groupe d'appui (cf. DIAL D 1169), et la nord-américaine du gouvernement Reagan (cf. DIAL D 855). Personne n'est en état de dire laquelle finira par s'imposer.

Erratum: Dans le document D 1170 consacré à la Constitution nicaraguayenne, il faut lire, à l'article 9, dernière ligne, "les traités (et non tarifs) respectifs".

Note DIAL

### AU-DELA DU SCANDALE: LES FORCES EN PRESENCE

#### LE "CONTRA-GATE": UNE NOUVELLE CONJUGAISON DE FACTEURS

Le scandale Iran/Contra-gate, par sa nature et sa durée, représente la conjugaison parfaite de deux facteurs décisifs dans le conflit Etats-Unis/Nicaragua. Pour la première fois on voit se combiner la faiblesse militaire des contre-révolutionnaires et la faiblesse politique du gouvernement Reagan. Ces deux faiblesses sont significatives. Cela ne s'était jamais produit dans les années passées.

En 1983-1984, les contre-révolutionnaires exerçaient leur pression militaire sur les sandinistes sans que Reagan jouisse à Washington de l'aval dont il avait besoin pour eux. Il y avait un déphasage: la force militaire des contre-révolutionnaires au Nicaragua n'était pas en correspondance avec la faiblesse politique du projet contre-révolutionnaire de Washington.

En 1985-1986, alors que la contre-révolution entre dans sa phase de déclin militaire - comme nous l'expliquons longuement dans ce même numéro d'"Envío" - , Reagan fait à Washington une percée dans sa recherche d'aval politique pour son projet antisandiniste: il obtient un crédit de 27 millions de dollars, il obtient l'accord des deux partis, il obtient les 100 millions de dollars... Bien qu'en sens inverse de ce qui s'est passé au cours des deux années précédentes, il y avait un autre déphasage: la faiblesse militaire de la contre-révolution au Nicaragua n'était pas en correspondance avec les avancées politiques du projet contre-révolutionnaire de Washington.

En fin 1986, et probablement tout au long de 1987, le Contragate modifie la conjoncture en offrant une nouvelle conjugaison de facteurs: la crise militaire des contre-révolutionnaires est en correspondance exacte avec la crise politique de ses parrains dans le gouvernement Reagan.

Si, durant tout le mois de janvier, de nouvelles révélations et implications largement connues et rendues publiques sont venues révéler de nouveaux fils des intrigues du Contragate, ce qui ne fait qu'accentuer la faiblesse du gouvernement nord-américain et du président Reagan lui-même, c'est également tout au long de ce mois que s'accroît la faiblesse de la contre-révolution.

Du point de vue militaire, entre le 5 janvier et le 5 février, les contre-révolutionnaires ont eu, selon les communiqués du ministère de la défense du Nicaragua, 670 pertes, dont 398 morts, au cours de 350 opérations militaires. Si la tendance et des chiffres similaires se maintenaient pour l'année 1987, les contre-révolutionnaires seraient anéantis à la fin de l'année, sur la base des données du ministère de la défense selon lesquelles leurs effectifs ne dépasseraient pas actuellement 6.000 hommes.

A cette crise militaire il faut ajouter la crise politique de l'Unité nicaraguayenne d'opposition (UNO), laquelle se montre - y compris publiquement - plus désunie que jamais. Les menaces de démission - ou de démission effective? - d'Arturo Cruz du triumvirat politique de l'UNO (1), ainsi que les défections de plusieurs chefs contre-révolutionnaires installés au Costa Rica, semblent n'être que quelques-uns des symptômes de la décomposition de la façade politique de l'armée contre-révolutionnaire. Derrière ces symptômes, il y a les querelles autour des dollars que leur a remis, à découvert ou en secret, le gouvernement Reagan au cours des derniers mois (\*).

Si la faiblesse politique de Reagan est une donnée à relativiser et à nuancer, en fonction de chacun des avatars à venir du Contragate, par contre la faiblesse des contre-révolutionnaires est une donnée définitive reçue de tous: centro-américains, latino-américains, européens et démocrates nord-américains. Tous sont d'accord pour dire que l'heure est venue de trouver une issue au conflit, qu'ils soient favorables ou non à la révolution sandiniste.

Les déclarations, ce mois-ci, du général en retraite Paul Gorman, ancien chef du Commandement sud de Panama, au Comité des services armés du Sénat nord-américain sont l'expression de cette conviction générale: *"Les contre-révolutionnaires sont parfaitement incapables de parvenir à une victoire militaire. Ils n'arriveront pas à vaincre les sandinistes, ni dans un an ni dans trois. Ils n'y arriveront ni avec les 100 millions que nous leur avons donnés l'année dernière ni avec les 105 millions que le président a demandés pour eux cette année."*

### L'ESPACE DE NÉGOCIATION ET LES POSITIONS ANTI-CONTADORA

La détérioration de l'image de marque de Reagan et sa baisse de popularité - même du seul point de vue interne aux Etats-Unis - ne pouvaient qu'avoir des répercussions immédiates sur le projet contre-révolutionnaire, car la principale carte politique de la contre-révolution n'avait de valeur que par l'image qu'en donnait Reagan.

Et il y a eu des répercussions politiques immédiates qu'on peut, globalement, décrire comme étant l'ouverture d'espaces pour une négociation propre à régler le conflit.

#### Contadora: la tournée

Le signe le plus clair d'une telle ouverture est la tournée centro-américaine réalisée par Contadora les 19 et 20 janvier. Cette tournée a été décidée lors d'une réu-

[1] La démission d'A. Cruz a été effective le 9 mars 1987 [NdT].

[\*] L'UNO affaiblie a reçu un "renfort" ce mois-ci: le minuscule Parti social-démocrate [PSD] du Nicaragua, un des quatre partis membres de la Coordination démocratique nicaraguayenne [CDN] qui s'est abstenue de participer aux élections de 1984, est devenu le "PSD en exil" associé à la UNO. Luis Rivas Leyva, secrétaire politique du PSD, a annoncé en début janvier qu'il passait ainsi "à la clandestinité". L'insignifiance de ce parti est un fait connu dans la vie politique nicaraguayenne depuis sa fondation en 1979.

nion de Contadora à la mi-décembre (2), alors que la crise du Contragate manifestait, face à l'affaiblissement de Reagan et à l'irréversibilité de la défaite des contre-révolutionnaires, que de nouveaux espaces politiques pouvaient s'ouvrir. Ont participé à cette tournée les huit ministres des relations extérieures du Groupe de Contadora et du Groupe d'appui, ainsi que les secrétaires généraux de l'ONU et de l'organisation des Etats américains (OEA).

Il est évident que Contadora, dans l'impasse depuis juin 1986 avec un Acte de paix entre les mains qui laisse toujours pendants les thèmes fondamentaux sur la sécurité, a décidé de mettre à profit "l'occasion" du Contragate.

En posant comme hypothèse de départ le fait que le Contragate n'affaiblit pas seulement Reagan mais aussi les gouvernements pro-américains d'Amérique centrale, Contadora entendait obtenir de ces gouvernements un soutien non pas tant du texte complexe de l'Acte de paix que des mécanismes concrets sur la sécurité, propres à garantir effectivement une détente sur le plan militaire, l'un de ces mécanismes étant par exemple la présence d'observateurs internationaux sur les frontières.

L'audace politique de Contadora à l'occasion du Contragate s'est clairement manifestée dans sa demande de participation de l'ONU et de l'OEA à ses démarches. Avant la tournée, il y avait déjà eu un précédent à cette audace: le communiqué conjoint Groupe de Contadora-Groupe d'appui-ONU-OEA du 18 novembre, dans lequel était proposé aux cinq pays centro-américains un "menu" ou une gamme de services susceptibles de favoriser cette détente, et auxquels s'offraient les huit pays du Groupe de Contadora et du Groupe d'appui ainsi que les deux organisations internationales. Cet audacieux communiqué était également postérieur au Contragate; sa publication s'expliquait à la lumière de la crise du gouvernement nord-américain.

#### Etats-Unis: les pressions

Il n'y a jamais eu de la part du gouvernement nord-américain de réaction verbale contre Contadora aussi explicite que celle qui s'est produite au moment de la tournée de janvier. A cette réaction verbale il faut ajouter tout le déploiement militaire et diplomatique par lequel le gouvernement nord-américain a voulu exprimer son refus total de toute solution négociée passant par la légitimation du gouvernement sandiniste.

Alors que se rapprochait la date de la tournée de Contadora, le gouvernement nord-américain, par le biais d'Elliot Abrams, sous-secrétaire d'Etat aux affaires interaméricaines et responsable politique du projet contre-révolutionnaire depuis l'approbation des 100 millions, a fait plusieurs allusions agressives à Contadora en l'accusant de "*produire de faux traités*" et de "*gêner les démocraties*" d'Amérique centrale; en présentant comme alternative à cette attitude le fait que les contre-révolutionnaires sont "*un phénomène parfaitement démocratique*"; et en annonçant que l'aide qui leur est destinée "*se prolongera indéfiniment*". Après la tournée de Contadora, Abrams devait revenir sur ces négociations "*fausses*", en disqualifiant le Mexique et le Pérou présentés comme "*des forces gauchistes, vociférantes et influentes*" dans les démarches. La présence du président péruvien Alan García à la cérémonie de promulgation de la Constitution nicaraguayenne, le 9 janvier, semble avoir particulièrement gêné le gouvernement nord-américain.

Aux déclarations d'Abrams, qui sont le reflet fidèle des positions anti-Contadora du gouvernement nord-américain, il faut ajouter les déclarations du président Reagan. Celui-ci, dans son discours sur l'état de l'Union du 27 janvier, a insisté une nouvelle fois sur l'interprétation du conflit centro-américain comme un conflit Est-Ouest appelant une solution militaire par la voie contre-révolutionnaire, en contra-

---

[2] Cf. DIAL D 1169 [NdT].

diction avec tous les efforts latino-américains de Contadora dans le sens de la négociation. Quelques jours auparavant, Reagan avait demandé au Congrès 105 millions de dollars pour la contre-révolution au titre de l'année fiscale 1988, alors que son gouvernement annonçait par ailleurs qu'il affecterait annuellement, de 1989 à 1992, une somme de 110 millions de dollars à ce projet de guerre. Reagan a, comme toujours, justifié cette demande comme *"cruciale pour le maintien de notre sécurité nationale"*.

Il importe de souligner qu'au plus fort du scandale rien n'a changé au gouvernement des Etats-Unis: ni les choix ni les arguments les justifiant. Et comme toujours, également, il ne s'agit pas seulement de rhétorique. D'intenses pressions diplomatiques ont eu lieu parallèlement. Le même Abrams a arrosé l'Europe occidentale, avant la tournée de Contadora, de ce message: *"Il n'y aura pas de paix en Amérique centrale tant qu'il n'y aura pas la démocratie au Nicaragua"*. Plus ou moins aux mêmes dates, Philipp Habib, envoyé spécial du président Reagan en Amérique centrale, a voyagé dans divers pays du Groupe de Contadora et du Groupe d'appui - Panama, Argentine, Uruguay, Brésil et Venezuela - avec le même message et avec un plan de paix élaboré par les Etats-Unis et le Costa-Rica sur la base de la "démocratisation" du Nicaragua comme condition de la paix dans la région.

Une forte pression a également été exercée sur le secrétaire général de l'OEA, le Brésilien João Baena Soares, interpellé publiquement le 8 janvier, au siège de l'organisation, par l'ambassadeur nord-américain à l'OEA pour qu'il s'explique sur le pourquoi de sa participation à la mission de Contadora. *"Nous ne tenons pas à ce que l'OEA se transforme en wagon de queue d'un train dont nous ne savons pas où il va"*, a dit l'ambassadeur nord-américain pour justifier son "savon" à Baena. Même si les pays latino-américains ont unanimement soutenu la participation de Baena à la tournée, la pression nord-américaine a modifié son type de présence car il n'est venu que comme simple observateur et comme présence symbolique. Il en a été à peu près de même pour la participation du Péruvien Pérez de Cuéllar, secrétaire général de l'ONU, qui avait lui aussi fait l'objet d'une mise en question - bien que plus discrète - par les Etats-Unis.

La "diplomatie du garrot" s'est doublée de celle "de la canonnière". Ce mois-ci, les Etats-Unis ont de nouveau installé en face des côtes nicaraguayennes plusieurs de leurs cuirassés, dont le BB-61 IOWA surnommé "le messager de la mort", armé de fusées nucléaires et d'avions sans pilote. Les navires de guerre - d'après les déclarations du gouvernement nord-américain - sont venus *"montrer les intérêts des Etats-Unis dans la région"* en mouillant à une centaine de kilomètres des côtes du Nicaragua.

Les "canonnières" se sont à leur tour doublées d'un déploiement gigantesque de manoeuvres militaires. Le 9 janvier a commencé dans la zone nord-centrale du Honduras la deuxième phase des manoeuvres "Terencio Sierra 87" qui dureront cinq mois et au cours desquelles seront construites routes et pistes d'atterrissage. A ces manoeuvres participent 4.500 soldats nord-américains et 150 honduriens. Le 10 ont commencé, à 20 km de la frontière du Nicaragua, les manoeuvres "Ahuas Tara 87", qui dureront jusqu'en avril et auxquelles participent 1.100 soldats nord-américains.

Aux déjà traditionnelles manoeuvres au Honduras s'ajoutent ce mois-ci les "Kindle Liberty 87", à Chiriqui, Panama, près de la frontière avec le Costa Rica. Ces manoeuvres, auxquelles participent quelque 7.000 soldats panaméens et plus de 4.000 nord-américains, et qui doivent se terminer le 25 février, sont les plus énormes effectuées au Panama depuis 1977, date des traités Torrijos-Carter. Par ailleurs, la frontière du Costa Rica avec le Nicaragua a vu arriver des ingénieurs militaires nord-américains - ils seront 247 - pour la construction de 7 ponts dans des zones frontalières stratégiques. Ces ponts appelés "ponts de la paix" faciliteront le passage de troupes et de véhicules militaires du Costa Rica vers le Nicaragua.

## Amérique centrale: les divergences

Les "Dix" ont parcouru l'Amérique centrale du sud au nord. Après leur départ du Costa Rica le président Oscar Arias a déclaré qu'il avait expliqué à Contadora que, pour parvenir à la paix, il fallait exiger la "démocratisation" du Nicaragua par de nouvelles élections. La crise était ainsi annoncée, qui n'éclaterait que quelques jours plus tard avec le "plan de San José".

Au Nicaragua, deuxième pays visité, les Dix sont restés six heures. Au long du parcours de l'aéroport jusqu'au lieu des conversations avec le gouvernement sandiniste, les médiateurs latino-américains ont été acclamés par des milliers de Nicaraguayens descendus dans les rues. "*Nous ne voulons pas que Contadora continue à compter les morts en Amérique centrale*", affirmait une banderole brandie par le peuple. Il n'y a qu'au Nicaragua que les visiteurs ont été reçus par le président à l'aéroport. Dans les autres pays, en particulier au Honduras et en El Salvador, on a dit que la réception avait été plutôt fraîche.

Le Nicaragua a présenté aux Dix une proposition en huit points:

1- Ouverture immédiate d'un dialogue bilatéral avec les Etats-Unis pour parvenir à des accords sur

- a) la réglementation des manoeuvres militaires internationales dans la région;
- b) l'interdiction de bases, installations et écoles militaires étrangères en Amérique centrale;
- c) la réglementation de la présence de conseillers militaires dans la région.

2- Reprise immédiate des discussions sur les affaires de la sécurité, restées pendantes dans l'Acte de Contadora de juin 1986, discussions au début desquelles le Nicaragua présenterait un inventaire des armements sujets à limitation, à réduction ou à élimination.

3- Appel au Costa Rica pour une avancée dans la concrétisation des accords bilatéraux obtenus et souscrits voici quelques années, et proposition au Honduras pour parvenir immédiatement à un accord pour garantir la sécurité aux frontières. Si de tels accords bilatéraux étaient conclus, il ne serait plus nécessaire pour le Nicaragua de déposer un recours contre le Honduras et le Costa Rica auprès de la Cour de La Haye.

4- Soutien à la création du Parlement centro-américain et proposition d'accord entre les cinq gouvernements d'Amérique centrale pour des engagements sur le droit international (non intervention, inviolabilité des frontières, etc.).

5- Soutien au document des Groupe de Contadora-Groupe d'appui-ONU-OEA du 18 novembre sur la "gamme de services" offerts aux Centro-américains, en soulignant le point ayant trait à la surveillance internationale des frontières.

6- Rappel que le rétablissement des garanties constitutionnelles suspendues par l'état d'urgence, en vigueur dans le pays à cause de l'agression, dépend du respect par les Etats-Unis de la sentence de La Haye (3).

7- Disposition à recevoir tous les contre-révolutionnaires qui acceptent l'amnistie et les réfugiés désireux de rentrer; et proposition de collaboration avec le Honduras pour la localisation dans d'autres pays des contre-révolutionnaires qui ne veulent pas bénéficier de l'amnistie.

8- Insistance sur la nécessité de propositions concrètes de collaboration économique pour le renforcement de la paix dans la région.

---

[3] Au sujet du minage des ports nicaraguayens par la CIA. CP. DIAL D 1132 [NdT].

Les Honduriens, pour leur part, ont présenté un exposé en 25 points, dont 13 sont des accusations directes contre le gouvernement nicaraguayen, en le désignant comme seul obstacle à la paix, anti-démocratique, exportateur de subversion, etc.

Les Salvadoriens ont mentionné 8 points, dont les trois principaux sont: la démocratisation du Nicaragua, les négociations multilatérales et le retrait des plaintes nicaraguayennes auprès de la Cour de La Haye.

Au terme de la tournée de Contadora, le ministre costaricain des relations extérieures, Rodrigo Madrigal, a commencé une tournée dans les pays d'Europe occidentale dont les ministres des relations extérieures se réunissent en février avec les Centro-Américains et les huit pays latino-américains de Contadora au Guatemala (4). Madrigal est allé leur exposer les deux initiatives lancées par le Costa Rica au terme de la tournée de Contadora, qui jouissent du soutien du gouvernement des Etats-Unis et des contre-révolutionnaires de l'UNO/FDN:

- L'une s'appelle le Plan de paix de San José, sur la base du cessez-le-feu au Nicaragua, de l'arrêt de l'aide nord-américaine à la contre-révolution, du dialogue du gouvernement sandiniste avec les contre-révolutionnaires, et de nouvelles élections au Nicaragua.
- L'autre est une réunion à San José, le 15 février, des présidents centro-américains, à l'exception du Nicaragua. C'est au cours de cette réunion que sera discuté ce plan de paix.

A Strasbourg, le ministre costaricain des relations extérieures a déclaré que les initiatives de son gouvernement - le plan de paix et la réunion des présidents - étaient motivées par "*le manque de réalisme de Contadora*".

Alors qu'initialement il semblait que le président du Guatemala, Vinicio Cerezo, n'assisterait pas à cette réunion pour s'en tenir à son principe de "neutralité active", il a ensuite confirmé sa présence au prétexte qu'à San José il ne serait pas pris de décisions mais seulement écouté des propositions.

Il apparaît évident que par ses initiatives, le Costa Rica, connu pour sa traditionnelle image démocratique et pour son gouvernement nominale social-démocrate, se confirme être le fer de lance idéologique et diplomatique du projet nord-américain ouvertement ordonné, dans la conjoncture actuelle, à en finir avec l'initiative de Contadora en se prévalant pour cela du concours des pays centro-américains.

#### Contadora: le pessimisme

Les positions contradictoires du Nicaragua et du reste des pays centro-américains ont été clairement appréciées par les "Dix" au cours de leur tournée. Au terme de celle-ci à Mexico, les Dix faisaient référence aux deux types d'obstacles qu'ils avaient rencontrés: "*de sérieuses différences de nature politique*" et "*la persistance d'actes de violation du droit international*". Le plus significatif du document est un détail: pour la première fois dans son histoire, Contadora introduit le nom précis des Etats-Unis dans un texte d'une telle importance:

*"Conscients de la nature de notre mission, nous rappelons notre détermination de maintenir le dialogue avec tous les pays qui, directement ou indirectement, sont impliqués dans le conflit, parmi eux les Etats-Unis, dont le gouvernement exprime publiquement son soutien au processus de Contadora et dont la contribution est nécessaire pour parvenir à une solution pacifique du conflit régional."*

Il est évident que l'opération de pressions nord-américaines, peut-être plus intense ou mieux coordonnée que d'autres fois, a donné ses fruits. C'est pourquoi la tournée de Contadora, une grande initiative d'où auraient pu naître de petites initiatives concrètes de détente, n'a finalement été qu'un grand symbole de la relance

---

[4] La rencontre a eu lieu les 9 et 10 février 1987 [NdT].

de Contadora. Mais rien de plus. On en a eu un aperçu à travers les déclarations de Javier Pérez de Cuéllar qui, au terme de la tournée, allaient caractériser ses résultats globaux. Le secrétaire général de l'ONU a dit à Mexico: *"Nous pensons que rien ne peut être obtenu à court terme"; "Nous n'avons rencontré ni volonté politique ni même désir de revenir sur les positions propres"*.

Avec cette tournée, Contadora cherchait à redessiner un nouvel espace pour sa politique de médiation et à obliger le gouvernement Reagan à revenir sur sa politique militariste. A titre de bilan, on peut dire que les ministres latino-américains des relations extérieures ont surestimé leurs forces, ou sous-estimé la volonté militariste du gouvernement Reagan et l'agressivité de sa réaction à cette initiative audacieuse.

Le moment est très difficile pour Contadora. Le communiqué du gouvernement nicaraguayen sur la réunion de San José, rendu public le 30 janvier, exprime avec une dureté inhabituelle le danger que court le Groupe de Contadora en raison de l'initiative costaricaine destinée soit à l'évacuer de la scène de la négociation soit à le réduire à un simple symbole. Dans son communiqué, le Nicaragua qualifie le Honduras, El Salvador et le Costa Rica de pays réduits par les Etats-Unis au *"statut de nations d'arrière-cour à souveraineté limitée"*. En ajoutant: *"Cela n'a aucun sens que les néo-colonies des Etats-Unis en Amérique centrale passent leur temps à proclamer les vertus d'une démocratie à laquelle elles ne pourront jamais parvenir tant qu'elles n'auront pas récupéré leur souveraineté."*

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)